

# LETTRE D'INFORMATION

Actualités - Compte-rendu - Agenda



## ÉGALEMENT DANS CETTE LETTRE :

Comptoir de campagne : l'entreprise qui veut remettre des services dans nos campagnes

## SIX MOIS D'ACTIONS DU P.R.F.

Par Patrice Joly

Alors que nous avons pris rendez-vous, en clôture de la troisième session plénière du Parlement rural français, qui s'est déroulée à Bruxelles le 9 décembre dernier, pour *Ruralisons l'Europe !* en février 2022, la situation sanitaire, encore instable en début d'année, nous avait poussé à reporter notre grand rassemblement au 13 mai 2022.

Accueillis dans des conditions remarquables à Lyon, au siège de Groupama Rhône-Alpes Auvergne, *Ruralisons l'Europe !*, qui a rassemblé plus de deux cent cinquante personnes sur place, est venu conclure un début d'année riche en rencontres et activités pour notre collectif : conférences, participation au Sommet européen des régions et des villes, tournée des candidats à l'élection présidentielle... la reconnaissance du Parlement rural français au niveau national comme au niveau européen se fait de plus en plus prégnante.

Ainsi, dans cette *Lettre d'information* spéciale, nous vous proposons de revenir, en détail, sur ces actualités qui ont marqué ces six premiers mois tout en mettant en lumière, dans notre rubrique *Parole à*, l'entreprise Comptoir de campagne, qui nous a rejoint.

## ACTE I : L'EUROPE DES MÉCONTENTEMENTS, ENTRE MYTHES ET RÉALITÉ

Avec la participation exceptionnelle du président du Comité européen des régions, Apóstolos Tzitzikóstas, la première rencontre de ce début d'année, baptisée "L'Europe des mécontentements, entre mythes et réalité", a mis en lumière tant la diversité des situations que l'unité des attentes.

Directeur de l'I.A.D.T., Laurent Rieutort, dans une analyse à deux voix avec son collègue Dimitris Goussios, a exprimé la nécessité d'un nouveau cycle d'action publique en faveur des territoires ruraux, indispensable à leur régénération.

Unis dans certaines formes de mécontentements, ces territoires vivent néanmoins des situations contrastées, comme l'ont rappelé Veit Bachmann, Benoit Coquard ou encore Samuel Depraz, auteur d'une remarquable étude.

Les propos de ce dernier ont d'ailleurs permis d'interroger le raccourci abusif souvent fait entre vote contestataire et vote rural, en dégagant d'autres clefs de lecture : facteurs historiques, forces de cohésions sociales en œuvre, spécificités économiques locales, etc.

En conclusion des échanges, Joël Giraud, alors secrétaire d'État chargé des ruralités, a assuré que l'émergence de solutions concrètes passerait par un Agenda rural européen.

[Retrouver l'intégralité des échanges ici](#)



Les membres du bureau de l'A.N.N.R. aux côtés de Joël Giraud, secrétaire d'État chargé des ruralités.

## ACTE II : REPENSER LES SERVICES AU PUBLIC DANS NOS CAMPAGNES

Dans le cadre de la communication de la Commission européenne sur la vision des territoires ruraux à l'horizon 2040, publiée en juin 2021, les eurodéputés Isabelle Carvalhais et Éric Andrieu ont donné le ton : pour la députée portugaise, "il faut saisir toutes les occasions de placer les zones rurales au centre du débat public" quand, pour le Français, "on prend les choses au sérieux : on est en train de considérer la ruralité comme un espace de reconquête".

Attendu, ce processus européen démarre et les acteurs et témoins présents l'affirment : les services publics doivent y jouer un rôle de premier plan.

Commissaire européen à la cohésion et aux réformes, Elisa Ferreira a présenté aux participants de cet après-midi d'échanges la feuille de route des porteurs du Pacte rural, celle-ci passant par de nouveaux services.

Chercheur et grand expert des services publics en Europe, Pierre Bauby avait contextualisé ces services publics non sans insister sur les nouvelles attentes du public, c'est-à-dire les citoyens des territoires ruraux. Les adaptations et les solutions existent pour répondre à ce rééquilibrage et les domaines de la jeunesse ou de la santé résumant les urgences et d'une certaine manière le mot d'ordre : les services doivent être repensés !

[Retrouver l'intégralité des échanges ici](#)



Élisa Ferreira, commissaire européen à la cohésion et aux réformes, lors de son intervention en clôture des échanges.

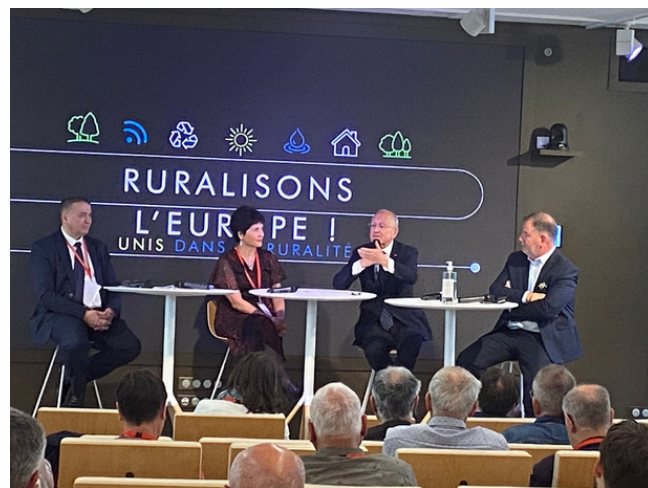
# ACTE III : RURALISONS L'EUROPE !

Point d'orgue de la séquence organisée à l'initiative de l'Association Nationale Nouvelles Ruralités et du Parlement rural français dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, le siège de Groupama Rhône-Alpes Auvergne, à Lyon, accueillait, le 13 mai, *Ruralisons l'Europe !*, temps d'échanges et de propositions destinés à inspirer les orientations politiques en faveur des territoires.

Au terme de rassemblements éclairés par les travaux des experts, est venu le temps des choix, selon Patrice Joly, président du P.R.F., qui, en accueillant ministres, parlementaires, élus, dirigeants européens et acteurs des territoires, a plaidé pour que les ruraux d'Europe « dans nos campagnes inspirantes bénéficient de tous les atouts pour dessiner les contours d'une société plus durable ».

Cet avenir ne se joue-t-il pas, d'ailleurs, directement autour de la jeunesse, fil conducteur de cette journée, rythmée par les thèmes de la mobilité, de l'accès aux services publics, ou encore du rapport au travail, lors de laquelle les intervenants ont répondu d'une voix unanime par la nécessité de traiter les ruraux, jeunes et moins jeunes, à l'égal des métropolitains.

Sans doute ce dessein s'intègre-t-il dans les orientations résumées par Dubravka Šuica, vice-présidente de la Commission européenne, exprimant avec conviction son engagement dans



De gauche à droite : Mihail DUMITRU, représentant la Commission européenne, Guyline BROHAN, présidente de la fédération nationale Familles rurales, Philippe WAHL, P.-D.G. du groupe La Poste, et Francis THOMINE, D.G. de Groupama Rhône-Alpes.

une nouvelle politique pour les territoires ruraux à l'horizon 2040. Agenda rural, pacte rural, l'essentiel ne tient pas de l'intitulé mais bien de la mise en place de politiques !

À l'image de cette démarche collective, le partenariat a nourri les échanges. « Les débats entre les acteurs publics et privés sont essentiels pour bâtir notre projet commun de proximité » a résumé Francis Thomine, directeur général de Groupama Rhône-Alpes Auvergne, puissance accueillante.

Bernard Delcros, secrétaire général de l'A.N.N.R., puis Michel Fournier, président de l'Association des maires ruraux de France, ont exhorté les instances à la mise en place de nouvelles politiques de soutien aux projets et action des acteurs locaux.

Ces acteurs ont souvent du talent comme en ont témoigné les élèves de cinq maisons familiales rurales (M.F.R.) chargés du service et de la réalisation des repas. Savoureux moment de convivialité pour promouvoir l'appétit d'Europe !



Francisco BOYA, secrétaire d'État espagnol chargé du défi démographique, et Egidijus GIEDRAITIS, vice-ministre de l'agriculture de Lituanie, lors de la table-ronde consacrée à la jeunesse

## Vers un prix Médias et ruralités

En marge d'une table ronde sur le thème « Donner à voir et à entendre les ruralités européennes », Patrice Joly a annoncé le lancement d'un prix dont l'objectif est de distinguer le travail des journalistes, en particulier de la presse généraliste, qui traitent des ruralités.

Pourront concourir tous les sujets réalisés par des journalistes professionnels et publiés dans un média au cours de l'année 2022.

# LES CAMPAGNES SE SONT INVITÉES DANS LA CAMPAGNE

Le 31 mars 2022, un camion aux couleurs du Parlement rural français a sillonné Paris, faisant halte aux sièges de campagne des candidats, qui ont reçu la délégation composée de représentants des structures du P.R.F.

L'objectif de ces rencontres était d'écouter les candidats, leurs propositions et solutions pour la ruralité mais aussi de leur présenter les principales revendications des acteurs des campagnes et de leurs représentants, parmi lesquelles un plan pluriannuel sur cinq ans de dix milliards d'euros.

Le ton est donné dès la première rencontre avec Laurent Jacobelli, porte-parole de la campagne de Marine Le Pen, qui évoque la nécessaire "démétropolisation", en "réimplantant les services publics et en rendant leurs pouvoirs aux maires ruraux".

Démétropolisation, le terme sera aussi mobilisé au Q.G. du Parti communiste français, où Fabien Roussel l'a inscrit dans son programme, et qui, par son représentant, Éric Boquet, assure "on a besoin d'un rééquilibrage territorial dans cette République, là où les réformes successives ont accentué les déséquilibres entre les zones urbaines et les zones rurales".

Parmi ces réformes, l'une est particulièrement visée : la loi NOTRe.

Nicolas Dupont-Aignan, qui porte l'objectif de "rendre la liberté aux communes", s'engage à la supprimer. Même objectif chez Jean Lassalle : "J'ai



proposé une reconstruction de l'organisation territoriale, qui passe notamment par la suppression de la loi NOTRe... si la France est si singulière... c'est grâce aux maires et aux paysans".

Sur ce sujet, Valérie Pécresse a défendu « l'idée de donner à la Région pleine capacité à agir pour le développement économique des territoires, notamment ruraux, et de faire du département le chef de file des politiques".

Toujours dans cet esprit de "démétropolisation", même si le mot n'est pas prononcé, Yannick Jadot a défendu la création d'une Agence nationale de la rénovation rurale : "Il nous faut une grande politique nationale d'aménagement du territoire, qui a malheureusement disparu".

Second sujet, très présent dans les échanges, l'accès aux services et aux soins.

Guillaume Peltier, porte-parole d'Éric Zemmour, insiste sur la désertification médicale, proposant "d'installer immédiatement, dès notre élection, mille médecins salariés".

Le salariat des médecins est aussi la solution retenue pour La France insoumise quand, du côté du Parti socialiste, Anne Hidalgo propose que les étudiants accomplissent une année professionnelle dans un quartier, une zone, un village sous-dotés.

Remettre de l'État dans nos campagnes, c'est l'axe privilégié par Emmanuel Macron par sa proposition de réouvrir les sous-préfectures, présentée, lors de cette rencontre, par Jean-René Cazeneuve et Élisabeth Borne : "Elle symbolise à la fois notre volonté de déconcentrer l'État, de le rapprocher des concitoyens, de réarmer nos territoires."



# PAROLE À COMPTOIR DE CAMPAGNE

Inspirantes, les racines campagnardes de Sylviane Barcet ne pouvaient que l'inciter à s'engager au service des territoires. Après une carrière dans le marketing d'un grand groupe, au côté de Valérie Hills, présidente fondatrice de la start-up "Comptoir de campagne", elle développe ce qu'elle qualifie "d'emplois et services du futur". Le succès des quatorze magasins gérés en direct, auxquels s'ajoute une franchise, donne franchement envie de s'accouder à ces comptoirs dont le rayonnement dépasse largement celui d'une épicerie. Explications.

## ***Pourquoi avoir créé « comptoir de campagne » ?***

Un village sur deux en France n'a plus ou pas de commerce et se transforme en cité dortoir alors que ces lieux sont créateurs de liens, facilitent la vie et renforcent l'attractivité du village. L'exode rural, la concurrence des centres commerciaux périurbains et plus récemment les services en lignes ont frappé de plein fouet les petits commerces.

## ***Qu'y trouvent les habitants ?***

Nous avons imaginé un nouveau modèle de commerces multiservices, physiques et connectés. Là, on commercialise des produits locaux en circuits courts, des services de proximité tels que La Poste, la presse, le gaz, le pressing, le relais de colis, F.D.J., les transports en commun ou encore des activités de conciergerie, etc.

## ***La démarche ne semble-t-elle pas aller au-delà ?***

Ce projet affiche effectivement plusieurs ambitions mais elles sont concrètes : revitaliser et



Sylviane Barcet, co-fondatrice de Comptoir de campagne

***« Vivre à la campagne ne veut pas dire vivre loin de tout. »***

désenclaver les zones rurales, ramener et développer des services de proximité, renforcer le lien social, favoriser l'économie locale au travers des circuits courts, valoriser les savoir-faire et également créer des emplois. Cependant, nous souhaitons plus largement créer un lieu communautaire destiné à renforcer les liens entre les gens pour offrir les mêmes services aux ruraux qu'aux urbains.

## ***S'agit-il d'un format unique ?***

Non, chaque projet s'adapte au besoin de son village, à la réalité du marché et de l'offre locale. Ce sont bien les attentes de la population qui vont déterminer l'offre et l'activité de nos comptoirs.

## ***Où et comment s'implantent vos comptoirs ?***

Dans certaines zones à très faible densité, on constate que, finalement, des commerces ont été maintenus. Donc, nous n'entrons pas en concurrence et ciblons en particulier des communes périurbaines ou dans l'attraction d'une ville, communes devenues "dortoir" sans commerces ni services. De nombreux habitants travaillent dans les villes à quelques dizaines de kilomètres et y font leurs courses. C'est un projet monté en concertation avec la municipalité en particulier pour l'aspect du local de vente mais également dans la définition des besoins. La relation avec les élus municipaux et les acteurs locaux est primordiale.

## ***Comment envisagez-vous le développement de votre start-up ?***

Nous sommes une petite structure déterminée à assurer son développement et à continuer à lever des fonds avec ses partenaires institutionnels et autres fondations. Notre structure est encore modeste à l'échelle nationale mais nous nous inscrivons dans une tendance favorable avec le

retour des populations à la campagne, les nouveaux modes de consommation, la prise de conscience de la fracture territoriale, la recherche de solutions à moindre coût dans le cadre du débat sur le pouvoir d'achat et la mobilité. L'objectif à terme est de développer notre réseau en ouvrant quatre-vingt comptoirs.

*Propos recueillis par Jean-Yves Vif.*

La start-up « Comptoir de campagne » créée en 2015 s'est ancrée dans les Monts du Lyonnais et le Forez pour se développer dans les départements du Rhône, de la Loire, de la Saône-et-Loire puis plus largement en Rhône-Alpes-Auvergne.

La région Bourgogne-Franche-Comté voit également fleurir des comptoirs et les projets arrivent en Île-de-France. Depuis l'ouverture du premier magasin à Champdieu, dans la Loire, en 2016, Comptoir de campagne compte quatorze magasins et une franchise, mode appelée à se développer, deux à trois salariés dans chaque établissement et une organisation en forme de grappe : grappe du Beaujolais, grappe du Forez par exemple, connexion essentielle entre les comptoirs sur le plan de la logistique ou de l'approvisionnement et plus largement de l'organisation et de l'animation.

Aujourd'hui, plus de dix mille personnes sont dans leur zone de chalandise, cent-cinquante artisans et producteurs locaux concernés alors que trente emplois ont été créés en C.D.I.



**COMPTOIR**  
*de* **CAMPAGNE**

ÉPICERIE LOCALE • BISTROT • SERVICES

## ACCENT RURAL À MARSEILLE

Au cours d'une table ronde intitulée, avec à propos, "Relance rurale", Patrice Joly a revendiqué l'urgence de la mise en place d'un Agenda rural européen, appuyé sur l'exemple français.

**"Nous voulons travailler  
avec vous pour atteindre ce  
but d'Agenda rural  
européen."**

**Apostolos Tzitzicostas, président du Comité  
européen des régions**

Certes, le neuvième Sommet européen des régions et des villes, qui s'est tenu les 3 et 4 mars à Marseille, a balayé largement l'actualité des territoires de l'Union européenne, sur fond de guerre en Ukraine, mais, avec *Ruralisons l'Europe !*, Patrice Joly, invité à intervenir en qualité de porte-parole du Parlement rural français, a fixé ce que pouvaient, et devaient, être de nouvelles convergences.

Ministres, parlementaires, élus et responsables associatifs ou professionnels divergent parfois, certains en raison d'une approche agricole prégnante mais tous se sont accordés pour reconnaître les atouts des politiques de proximité "pour une société plus durable", selon Patrice Joly.



*Patrice Joly, lors de son intervention au Sommet européen des régions et des villes.*